

Un nouvel engagement à l'égard de valeurs communes

La démocratie et les droits de l'homme ont triomphé, non seulement à la faveur de la transformation radicale de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, mais également à la faveur d'un pluralisme qui, peu à peu, fait son chemin dans le monde en développement.

Ces nouvelles percées de la démocratie et du pluralisme traduisent un ralliement très net aux valeurs fondamentales qui orientent la politique étrangère du Canada depuis cinquante ans. Les valeurs démocratiques et les institutions appelées à les défendre reposent toutefois sur des fondations fragiles dans maintes parties du monde, et il convient de les cultiver et de les fortifier.

Ce nouvel engagement à l'égard de valeurs universelles fondées sur le respect de l'individu et de l'environnement pourrait bien être la réalisation suprême de ce siècle qui s'achève. En revanche, si l'engagement n'a pas de suite, l'absence d'un ralliement général aux idéaux démocratiques et à la notion de développement durable pourrait avoir de profondes répercussions sur l'ordre mondial. L'URSS et la Yougoslavie nous offrent déjà des exemples des troubles auxquels peut conduire l'absence d'engagement vis-à-vis des solutions démocratiques.

La nouvelle économie mondiale

La globalisation de la concurrence et l'apparition de blocs commerciaux vont caractériser dans les années à venir le monde des échanges et de la finance. La technologie et l'investissement - en particulier dans les services et dans les industries de matière grise - vont demeurer le moteur du commerce mondial et de l'intégration globale.

Les forces du marché mondial obligent les États à coordonner et à harmoniser, comme cela ne s'est jamais vu, leurs politiques économiques, industrielles et commerciales respectives. Ce que l'on considérait autrefois comme relevant strictement de la souveraineté des États devient aujourd'hui une affaire que la communauté internationale est fondée à examiner, voire à diriger. Les questions de politique commerciale internationale s'infiltrant peu à peu dans la politique intérieure. Les normes environnementales et industrielles, les subventions, l'accès préférentiel aux ressources naturelles, la stimulation des investissements, la protection de la propriété intellectuelle, la politique de la concurrence, les accords de distribution exclusive et les structures de gestion de l'offre, tout cela aujourd'hui devient du ressort du programme économique international.

Le rôle prédominant de la technologie dans la croissance économique et la prospérité des pays de l'OCDE accroîtra l'urgence d'infrastructures perfectionnées et de